

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES
ET DU DEVELOPPEMENT

SECRETAIRIAT GENERAL

PROJET DE GOUVERNANCE ECONOMIQUE
ET DE PARTICIPATION CITOYENNE

GROUPE DE LA BANQUE
MONDIALE

IDA

CENTRE D'INFORMATION, DE FORMATION
ET D'ETUDES SUR LE BUDGET



DECLINAISON DU BUDGET CITOYEN DE L'ETAT 2017 AU NIVEAU DE CINQ (5) REGIONS PILOTES DU BURKINA FASO

[Version finale]

Régions concernées :

- Boucle du Mouhoun
- Hauts-Bassins
- Centre-Ouest
- Nord
- Est

Consultant :
Maturin KONE

Août 2017

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles et abréviations	3
Liste des tableaux	4
Liste des figures	4
Lexique	5
Contexte et justifications	7
Objectifs et attentes du document de budget citoyen régional.....	8
Brève description des institutions et de la procédure budgétaire	9
Première partie : panorama économique et objectifs gouvernementaux	11
I- Les prévisions et principales hypothèses macroéconomiques.....	11
II- Les projets retenus dans le PNDES pour chaque région pilote	12
III- Les priorités du budget de l'Etat, gestion 2017.....	15
Deuxième partie : comptes du gouvernement	17
I- Les recettes : d'où proviennent les recettes du budget de l'Etat ?	17
II- Les dépenses : à quoi servent les ressources de l'Etat ?	18
III- Les agregats budgétaires.....	19
III.1- L'épargne budgétaire	19
III.2- Le déficit budgétaire et sources de financement.....	20
IV- Les principaux indicateurs de convergence	20
Troisième partie : inscriptions spécifiques au profit des cinq régions pilotes.....	21
I- Au niveau du ministère en charge de l'éducation.....	21
II- Au niveau du ministère de la santé.....	21
III- Au niveau du ministère en charge des infrastructures	22
IV- Liste des projets par secteur dans les cinq régions pilotes	23
IV.1- La région de la Boucle du Mouhoun	23
IV.2- La région des Hauts Bassins	24
IV.3- La région du Centre-Ouest	25
IV.4- La région du Nord	26
IV.5- La région de l'Est.....	26
CONCLUSION	28
INFORMATIONS UTILES	28

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AN	: Assemblée nationale
BID	: Banque islamique de développement
BO	: Budget objet
BP	: Budget programme
BPE	: Budget programme de l'Etat
CC	: Cour des comptes
CDMT	: Cadre de dépenses à moyen terme
CFPI/B	: Centre de formation professionnelle industrielle de Bobo
CHR	: Centre hospitalier régional
CHU	: Centre hospitalier universitaire
CIFOEB	: Centre d'information, de formation et d'études sur le budget
CM	: Conseil des ministres
CMA	: Centre médicaux avec antenne chirurgicale
CNT	: Conseil national de la transition
CSPS	: Centre de santé et de promotion sociale
DAF	: Direction de l'administration et des finances
DGB	: Direction générale du budget
DPBEP	: Document de programmation budgétaire et économique pluriannuel
DPPD	: Document de programmation pluriannuel des dépenses
DREA	: Direction régionale de l'eau et de l'assainissement
F CFA	: Franc de la communauté française d'Afrique
GIRE	: Gestion intégrée des ressources en eau
HIA	: Hôpital d'instruction des armées
HIMO	: Haute intensité de main d'œuvre
LFI	: Loi de finances initiale
LOLF	: Loi organique relative aux lois de finances
MENA	: Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation
OS	: Objectif spécifique
OSC	: Organisation de la société civile
PAO	: Plan d'actions opérationnel
PBNT	: Projet backbone national de télécommunications
PIB	: Produit intérieur brut
PIP	: Programme d'investissement public
PPP	: Partenariat public privé
PUS	: Programme d'urgence dans le Sahel
PNDES	: Plan national de développement économique et social
PVEN	: Projet valorisation de l'eau au Nord
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
USA	: United States of America

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1- Nature des recettes de l'Etat (en milliers F CFA)	17
Tableau 2- Nature des charges de l'Etat (en milliers F CFA)	19
Tableau 3- Déficit budgétaire pour l'année 2017	20
Tableau 4- Situation des investissements prévus dans le domaine de l'éducation	21
Tableau 5- Situation des investissements prévus dans le domaine de la santé	22
Tableau 6- Situation des investissements prévus en matière d'infrastructures	23
Tableau 7- Liste des projets d'investissement prévus dans la région de la Boucle du Mouhoun	24
Tableau 8- Liste des projets d'investissement prévus dans la région des Hauts Bassins	24
Tableau 9- Liste des projets d'investissement prévus dans la région du Centre-ouest	26
Tableau 10- Liste des projets d'investissement prévus dans la région du Nord	26
Tableau 11- Liste des projets d'investissement prévus dans la région de l'Est	27

LISTE DES FIGURES

Figure 1- Principales étapes d'élaboration du budget de l'Etat	10
Figure 2- Principales hypothèses d'élaboration du budget de l'Etat 2017	12
Figure 3- Objectif global et axes d'intervention du PNDES	13
Figure 4- Répartition des recettes par nature	18
Figure 5- Répartition des dépenses par nature et par source	19

LEXIQUE

Appui budgétaire	Aide apportée au budget de l'Etat, soit au niveau d'un secteur donné ou de manière générale. Les appuis budgétaires permettent à un pays donateur ou un organisme de développement externe de financer le déficit budgétaire d'un pays à travers un transfert de fonds au Trésor public. Quand l'aide est apportée au niveau d'un secteur donné, on parle d'Appui budgétaire sectoriel (ABS). Quand il s'agit du budget global, de manière générale, on parle d'Appui budgétaire général (ABG)
Backbone	Terme désignant les principales artères d'un réseau de télécommunications. Il s'agit en réalité d'un anglicisme qui pourrait se traduire par « épine dorsale ».
Budget de l'Etat	Etat prévisionnel des recettes et des dépenses de l'Etat autorisées par la loi de finances
Cadre de dépenses à moyen terme	Document indiquant les différentes enveloppes budgétaires allouées aux ministères et institutions sur une période de 3 ans en fonction des recettes estimées et attendues sur la même période
Déficit budgétaire	Différence (négative) entre les recettes et les dépenses du budget
Dépenses courantes	Ensemble des dépenses faites pour le paiement des salaires, les achats de biens et de services ainsi que le fonctionnement des agences de l'administration publique
Dépenses en capital	Ensemble des dépenses faites pour assurer les investissements et équipements de l'Etat ainsi que les transferts faits aux entreprises publiques
Dépenses publiques	Ensemble des charges de l'administration publique (central et décentralisée)
Dons programme	Ressources accordées à l'Etat dans le cadre d'un appui budgétaire au niveau d'un secteur donné ou de manière générale
Dons projet	Ressources accordées à l'Etat à travers la mise en œuvre d'un projet
Emprunt obligataire	Système d'emprunt consistant pour l'Etat à collecter l'épargne des ménages pour financer ses actions
Engagement	Acte juridique par lequel le gestionnaire de crédits engage la responsabilité financière de l'Etat ou de la collectivité territoriale. Il intervient quand l'administration (centrale ou décentralisée) fait un achat public de biens ou de services
Gériatrie	Discipline médicale consacrée à l'étude de la santé et aux soins des personnes âgées
Liquidation	Acte par lequel le gestionnaire de crédits arrête le coût définitif de l'achat public après que le fournisseur ait livré le bien ou le service
Loi de finances initiale	Document juridique qui prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat
Loi de finances rectificative	Document contenant les prévisions de recettes et de dépenses corrigées. Il s'agit du document juridique qui modifie, en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale
Loi de règlement	Document juridique qui constate les résultats financiers de chaque année civile et approuve les différences entre les résultats et les

	prévisions de la loi de finances initiale, complétée le cas échéant par la loi de finances rectificative
Ordonnancement	Dès que le montant de l'achat public est arrêté, l'ordonnateur (le ministre, le président d'institution, le maire ou le président du conseil régional) donne l'ordre au comptable de payer. Il émet alors un ordre de paiement
Paieement	Acte par lequel le comptable (receveur) libère l'administration de sa dette envers le créancier
Projet de budget	Budget non encore approuvé par la tutelle
Recettes extraordinaires	Revenus reçus d'autres partenaires par l'Etat sous forme de dons, de legs, de subventions ou même de prêts
Recettes fiscales	Ensemble des revenus perçus par imposition sans contrepartie
Recettes non fiscales	Ensemble des revenus perçus en contrepartie d'un service rendu par l'Administration à ses usagers ou aux contribuables
Recettes ordinaires	Revenus perçus de l'Etat lui-même sous forme d'imposition (recettes fiscales) ou non (recettes non fiscales)
Recettes publiques	Ensemble de ce qui est reçu comme revenu par l'Etat. Il s'agit des revenus ou richesses de l'Etat
Taux d'inflation	Niveau d'augmentation des prix des produits de consommation
Taux de pression fiscale	Niveau de prélèvement des revenus sous forme d'imposition
Tirage sur les ressources FMI	Demande de déblocage de fond adressée par un pays au Fond monétaire international (FMI), en fonction d'un pourcentage donné des parts de cotisation faites

CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

L'adoption de la loi n°008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso fait de l'obligation de rendre compte un principe clé de gestion budgétaire. De la responsabilité des instances étatiques qui doivent rendre compte aux citoyens de leur gestion des affaires publiques, la redevabilité fait appel au respect des critères de transparence de la gestion budgétaire. Inversement, c'est un principe qui implique aussi que le citoyen contrôle et évalue régulièrement la gestion des affaires publiques afin d'impulser cette volonté politique à travers une demande aigue de redevabilité sociale.

En marche depuis 2006, la communalisation intégrale du territoire, adoptée par la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 et modifiée par la loi n°065-2009/AN du 21 décembre 2009, peine à fonctionner convenablement du fait des insuffisances dans plusieurs domaines décentralisés. La mise en œuvre de la décentralisation nécessite davantage de ressources pour la conduite des actions de développement décentralisé.

L'adoption de la loi n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 portant loi organique relative aux lois de finances (LOLF), internalisant la Directive n°06/2009/CM/UEMOA, consacre le passage définitif du budget objet au budget programme à partir de 2017 au Burkina Faso. La gestion des finances publiques change ainsi de paradigme avec l'introduction d'importantes innovations inspirées des standards internationaux. Ce nouveau mode de gestion budgétaire implique plus de transparence, de responsabilité et d'implication de l'ensemble des acteurs dans la gestion budgétaire.

L'avènement de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 a fait changer la pente de la courbe de demande de redevabilité des populations en la portant à un pas de plus. La recrudescence de l'insécurité (banditisme, djihadisme...) et de la délinquance financière (détournement de fonds publics, corruption dans le domaine des marchés publics...) ainsi que de déception des populations par rapport aux multiples promesses non tenues de la classe politique et de méfiance en la justice ont élevé le niveau de la demande de redevabilité des acteurs tant au niveau central qu'au niveau décentralisé. Désormais, les populations ont davantage besoin de comprendre, voir, suivre et évaluer les différentes réalisations faites dans le cadre du développement de leur localité.

Le présent document de budget citoyen régional se justifie en ce qu'il devra permettre d'atteindre les résultats ci-après.

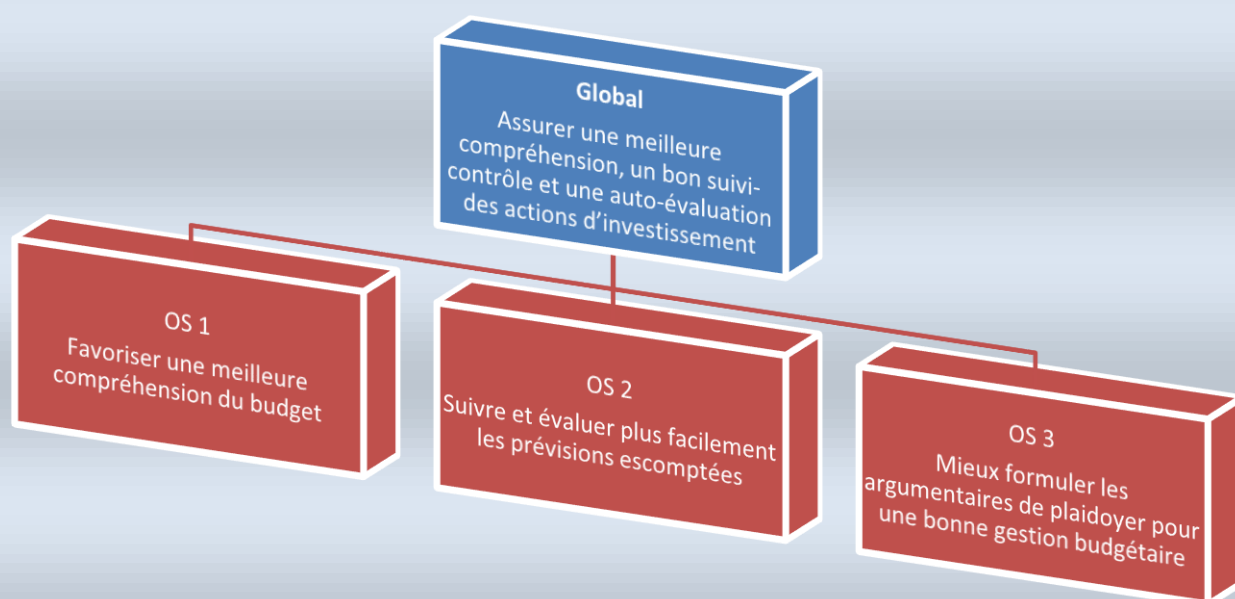
- Rendre compte des prévisions budgétaires en général et des investissements prévus en particulier dans la loi de finances, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures au bénéfice des populations des régions identifiées : connaissant les différentes natures d'investissement prévues dans le cadre de leur région, les populations seront en mesure de suivre plus facilement leurs réalisations et d'interpeller les autorités à charge en fonction de leur niveau de réalisation.

- Comparer les prévisions faites dans la loi de finances avec les annonces prévues au niveau du PNDES : ce qui permet de savoir si les politiques semblent réalistes à travers leurs annonces de propagande (gratuité des soins de santé pour la mère et l'enfant de moins de 5 ans, l'assurance maladie pour tous, l'objectif « Zéro corvée d'eau » à l'horizon 2020, le slogan « Les terroristes seront terrorisés »...).
- Sensibiliser pour montrer la nécessité de payer l'impôt et en accroître l'envie auprès des populations : tout développement vient avant tout de l'intérieur des forces contributives ; ce ne sont pas les Partenaires techniques et financiers, communément appelés « bailleurs de fonds », qui feront le développement du Burkina Faso, mais ses filles et fils, en fonction de leurs moyens. Les prêts (ressources extérieures) contractés aujourd'hui doivent servir à réduire la dépendance économique du Burkina Faso vis-à-vis de l'extérieur et non le contraire. C'est la raison pour laquelle il est primordial de bien utiliser les ressources, qu'elles soient le fruit de nos propres efforts ou l'effort des fruits de pays étrangers.

OBJECTIFS ET ATTENTES DU DOCUMENT DE BUDGET CITOYEN REGIONAL

Dans un tel contexte, il est primordial de travailler à assurer une meilleure compréhension, un bon suivi-contrôle et une auto-évaluation des actions d'investissement budgétaire par les citoyens au niveau régional. C'est le principal objectif du présent document de budget citoyen régional qui vise spécifiquement à :

- favoriser une meilleure compréhension du budget par les citoyens et partant, inciter en eux l'envie de payer l'impôt ;
- suivre et évaluer plus facilement pour les populations les différentes prévisions escomptées par l'Etat au niveau des régions ;
- mieux formuler les argumentaires de plaidoyer pour une amélioration de la qualité de la dépense publique.



BREVE DESCRIPTION DES INSTITUTIONS ET DE LA PROCEDURE BUDGETAIRE

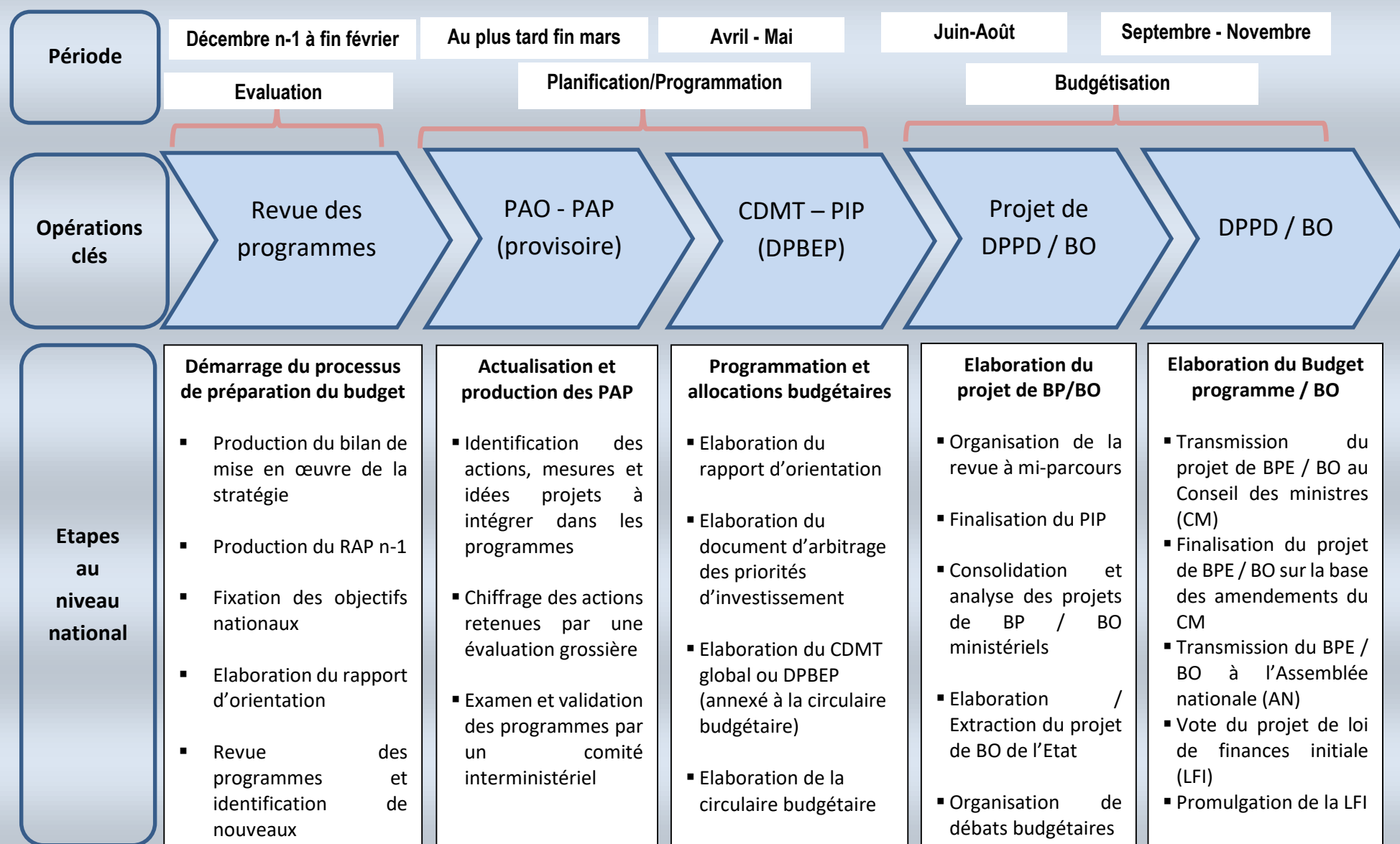
La gestion budgétaire implique plusieurs acteurs. Les principaux acteurs de la gestion budgétaire sont le Ministère de l'économie, des finances et du développement, les autres départements ministériels et institutions, le Conseil des ministres, la Cour des comptes et l'Assemblée nationale.

Les populations interviennent peu ou pas du tout dans le processus budgétaire. Dans le système démocratique, les populations sont en principe représentées par les députés. Malheureusement, une telle représentation n'est pas toujours en faveur des populations.

Dans le cadre du budget objet, aucune disposition ne mentionnait de façon expresse l'implication des Organisations de la société civile (OSC) dans le processus de gestion des budgets centraux et locaux. L'avènement du budget programme prévoit que les différents acteurs soient associés et impliqués au processus de gestion budgétaire pour une plus grande transparence. « Les citoyens, à la fois contribuables et usagers des services publics, doivent être clairement, régulièrement et complètement informés de tout ce qui concerne la gouvernance et la gestion des fonds publics : ils doivent être mis en capacité d'exercer, dans le débat public, leur droit de regard sur les finances de toutes les administrations publiques » (article 2 de la loi n°008-2013 /AN).

Dans ce sens, lors du processus d'élaboration budgétaire et des débats d'orientation budgétaire, les OSC peuvent intervenir en faisant du lobbying ou du plaidoyer auprès des différents acteurs pour faire prendre en compte une ou plusieurs préoccupation(s) particulière(s). Au niveau du suivi, les OSC ont la possibilité de suivre les effets de l'exécution du budget. Elles peuvent comparer les dotations budgétaires aux ressources qui parviennent réellement aux structures déconcentrées et chercher à comprendre les différences.

Figure 1- Principales étapes d'élaboration du budget de l'Etat



Source : auteur

PREMIERE PARTIE : PANORAMA ECONOMIQUE ET OBJECTIFS GOUVERNEMENTAUX

I- LES PREVISIONS ET PRINCIPALES HYPOTHESES MACROECONOMIQUES

Le budget de l'Etat, exercice 2017 a été élaboré dans un contexte politique, économique et social marqué :

➤ *Au plan international et régional par :*

- l'élection de Donald TRUMP aux USA, un républicain défavorable à plus d'aide en faveur des pays africains dont il qualifie les habitants de « paresseux » ; ce qui implique pour ces derniers qu'il est primordial de compter principalement sur leurs propres forces ;
- l'élection de Emmanuel MACRON en France, ni gauchiste ni droitiste : en tant qu'homme politique français, MACRON estime que l'Afrique a été un peu trop exploitée (référence à l'accrochage du F CFA à l'euro par le biais du franc français) et pense que l'esclavage est un crime contre l'humanité. Ce qui offre des opportunités intéressantes pour l'Afrique francophone en termes d'une plus grande émancipation vis-à-vis de la France
- une accélération progressive de l'activité économique dans les pays développés ;
- une reprise de l'activité économique dans les pays émergents et les pays en développement ;
- une orientation favorable des cours de certaines matières premières telles que le coton et l'or, principaux produits d'exportation du Burkina Faso
- une orientation défavorable pour le pétrole, principale importation pour le Burkina Faso, après les produits alimentaires de grande consommation (riz, sucre, huile, lait...).

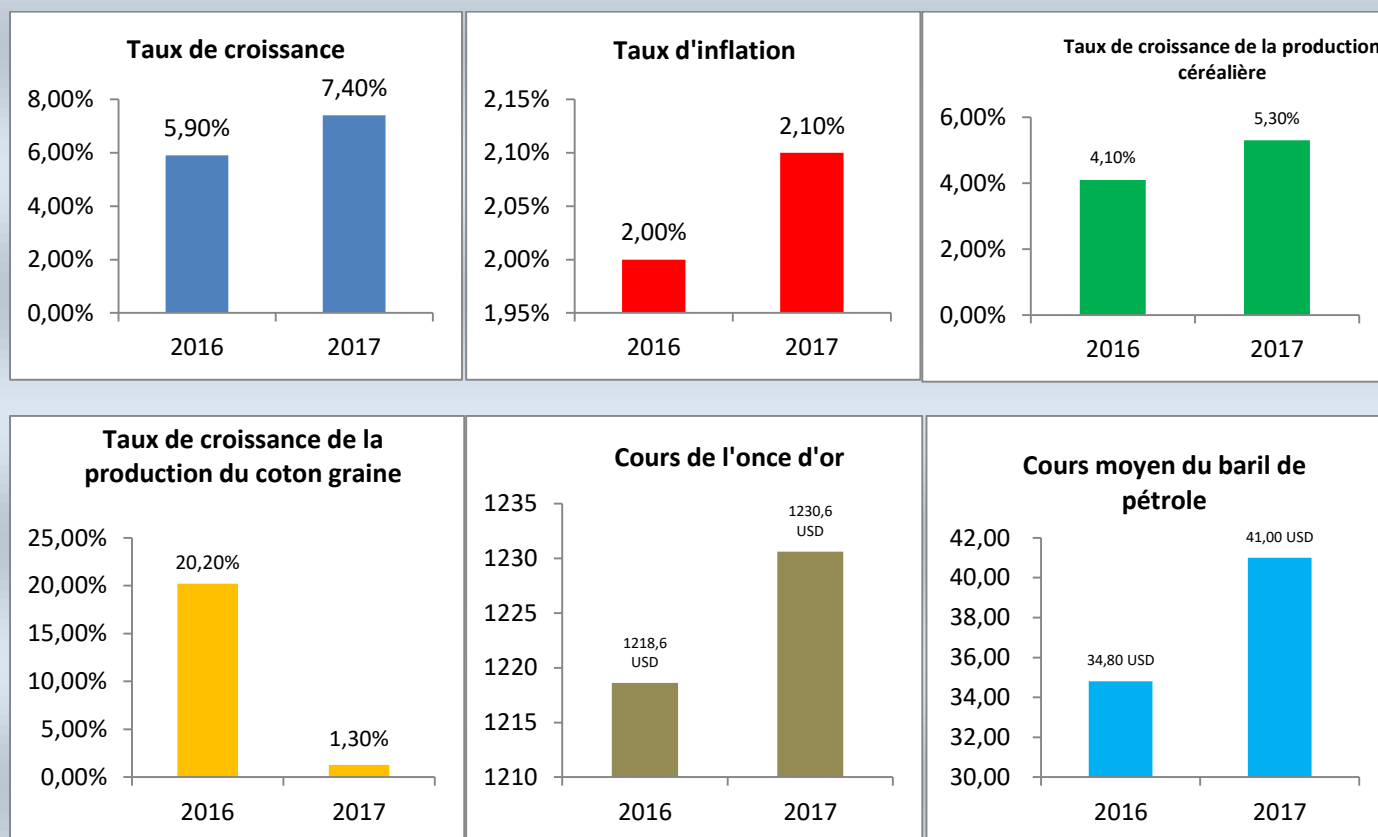
➤ *Au plan national par :*

- la série d'attentats terroristes de 2016 et 2017 ;
- une croissance de la production céréalière de 5,3% ;
- une croissance de la production cotonnière de 1,3% ;
- une hausse des exportations et des importations respectivement de 7,1% et 8,6%
- la mise en œuvre des premiers paquets d'actions du Plan national de développement économique et social (PNDES).

Au regard de ce contexte, un certain nombre d'hypothèses a été formulé pour encadrer les prévisions des grands agrégats budgétaires.

Plusieurs hypothèses ont sous-tendu l'élaboration du budget 2017. Ce sont entre autres, le niveau de croissance, le taux d'inflation, l'évolution des cours de certaines matières premières ainsi que la production nationale.

Figure 2- Principales hypothèses d'élaboration du budget de l'Etat 2017



Source : DGB

II- LES PROJETS RETENUS DANS LE PNDES POUR CHAQUE REGION PILOTE

Le PNDES s'inscrit dans une dynamique de transformation structurelle de l'économie burkinabé. Une telle option implique, de la part de l'État, des politiques volontaristes et un rôle très actif du secteur privé dans l'accroissement des investissements productifs dans les secteurs porteurs et innovants ainsi que dans l'accroissement qualitatif du capital humain.

Dans leurs rôles respectifs, l'État, le secteur privé et la société civile devront fonctionner comme des acteurs qui se complètent, plutôt que des substituts. L'État devra aider le marché à bien fonctionner, en créant les institutions pour cela ; ce qui a l'avantage de mettre les investisseurs en confiance et de baisser les coûts de transaction. Cela se traduira par la mise en œuvre de politiques sectorielles cohérentes, efficaces et par un mode de gouvernance efficace, veillant au respect de l'équité et de la redevabilité de tous les acteurs du développement.

Le PNDES se fixe comme objectif global de transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social.

Trois axes ont été définis dans le PNDES. Il s'agit de :

- « **Reformer les institutions et moderniser l'administration** ». Cet axe vise d'une part à accroître l'efficacité des interventions de l'État et de ses partenaires et d'autre part, à garantir la paix, la sécurité, la justice et les droits humains en vue d'impulser de nouvelles dynamiques économiques et sociales au plan régional et au niveau local.
- « **Développer le capital humain** ». Cet axe vise à agir rapidement sur la quantité et la qualité du capital humain, ainsi que sur les possibilités et les conditions de la pleine valorisation dudit capital humain.
- « **Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi** ». Cet axe stratégique vise à dynamiser les secteurs porteurs pour la croissance et l'emploi. A travers cet axe, il s'agira d'influer positivement la dynamique structurelle de l'économie à travers les secteurs qui regorgent de fortes potentialités durables pour le développement économique et social.

Figure 3- Objectif global et axes d'intervention du PNDES

Objectif global Transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social	Axe 1 Reformer les institutions et moderniser l'administration
	Axe 2 Développer le capital humain
	Axe 3 Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi

Source : PNDES

Sous la cible d'une croissance moyenne annuelle de 7,7% sur la période 2016-2020, le schéma prévisionnel de financement du PNDES est estimé à 15 395,4 milliards de francs CFA, soit un coût annuel moyen de 3 079,1 milliards de francs CFA. La part consacrée aux dépenses d'investissements (y compris les transferts en capital) est estimée à 54,6%, correspondant à une enveloppe globale de 8 408,2 milliards de francs CFA sur la période, soit 1 681,6 milliards de francs CFA par an.

Il sera financé à hauteur de 63,8% du coût total par les ressources propres (9 825,2 milliards de francs CFA), d'où un besoin de financement de 5 570,2 milliards de francs CFA, soit 36,2% du coût total du plan.

Par secteur socio-économique concerné, la liste des projets structurants de développement est donnée ci-après.

Education et formation

- Projet de construction de bâtiments pédagogiques et d'amphithéâtres dans les universités ;
- Projet de création de trois technopoles ;
- Projet de développement de la formation professionnelle ;
- Projet de construction et d'équipement de cités universitaires ;
- Projet d'opérationnalisation du site de l'Université Ouaga II ;
- Projet de construction et d'équipement de deux plateaux techniques ;
- Projet de création de l'Université virtuelle du Burkina Faso et de 16 espaces numériques ouverts ;
- Projet de construction de 45 centres de formation technique et professionnelle ;
- Projet de construction de 13 lycées scientifiques dans les 13 régions ;
- Projet d'électrification des établissements d'enseignement public du Burkina Faso par le système photovoltaïque.

Santé

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Projet de construction et d'équipement de 240 nouveaux Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) et de 11 Centres médicaux avec antennes chirurgicales (CMA) ;• Projet de construction et d'équipement d'un Centre hospitalier universitaire (CHU) à Bobo-Dioulasso ;• Projet de construction et d'équipement d'un Centre hospitalier universitaire (CHU) de 500 lits à Bassinko ;• Projet de construction d'un Hôpital d'instruction des armées (HIA) de 300 lits à Ouagadougou ;• Projet de construction et d'équipement des Centres hospitaliers régionaux (CHR) de Dédougou, Fada N'Gourma et Gaoua ;• Projet de transformation des Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) des chefs-lieux des communes rurales en centres médicaux ; | <ul style="list-style-type: none">• Projet d'opérationnalisation de la gratuité de la planification familiale au Burkina Faso ;• Projet de construction et d'équipement de l'hôpital de district de Boulmiougou ;• Projet de transformation du Centre hospitalier régional (CHR) de Ouahigouya en Centre hospitalier universitaire (CHU) ;• Projet de construction et d'équipement d'un centre de soins spécialisés de haut niveau en neurochirurgie à Ouagadougou ;• Projet d'acquisition de 300 nouvelles ambulances ;• Projet de développement de l'e-santé au Burkina Faso• Projet de construction et d'équipement de deux centres de gériatrie à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ;• Projet de construction et d'équipement des deux centres d'hémodialyse à Bobo-Dioulasso et Ouahigouya. |
|---|---|

- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Programme quinquennal de construction de 40 000 logements sociaux et économiques ; • Projet d'études, de contrôle, de travaux de construction et de bitumage de l'autoroute Ouagadougou – Yamoussoukro (section Ouagadougou – Koudougou) ; • Travaux d'aménagement et de bitumage de 220 km de voiries urbaines dans 40 villes de 36 provinces du Burkina Faso ; • Projet Backbone national de télécommunications (PBNT) ; • Projet de construction et de bitumage de l'axe Orodara – Banfora – frontière Côte d'Ivoire (365 km) ; • Travaux d'aménagement et de bitumage des voies de contournement de la ville de Ouagadougou (130 Km) ; • Projet de réhabilitation et de renforcement de la route Pa – Dano – Gaoua – Frontière CI | <ul style="list-style-type: none"> • Projet de construction et de bitumage de la route Taparko – Manni – Bogandé – Bilanga – Fada N'Gourma (198 km) ; • Projet de construction et de bitumage des routes départementale n° 108 (RD 108) Kodougou Mossi – Sanaba (34 km) et régionale n° 24 Sanaba – Solenzo – Koundougou (113 km) ; • Reconstruction des postes de péage sur l'ensemble du réseau routier ; • Projet de construction et de bitumage de l'axe route régionale Dandé – Kourouma – N'Dorola – Temetemesso – frontière du Mali (120 km) ; • Projet de construction et de bitumage de la route Tenkodogo – Ouargaye – frontière du Togo (110 km) ; • Projet de construction et de bitumage de la route Tougan – Ouahigouya (96 km) • Projet d'aménagement de 8 km de voiries urbaines à Bobo-Dioulasso plus échangeur. |
|---|--|

III- LES PRIORITES DU BUDGET DE L'ÉTAT, GESTION 2017

Les priorités du budget de l'Etat, gestion 2017, adoptées par le Parlement se sont orientées principalement autour des axes suivants :

- **réformer les institutions et moderniser l'administration ;**
- **développer le capital humain;**
- **dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi ;**
- **renforcer la sécurité et la défense des populations face aux menaces terroristes**

Principales leçons :

- le secteur de l'énergie n'est évoqué qu'en termes d'électrification de 178 nouvelles localités. Aucune mention n'est faite des efforts d'électrification solaire, solution par excellence pour booster l'appropriation de l'énergie propre au niveau du Burkina Faso, qui selon des spécialistes, est un pays « sous l'or », c'est-à-dire le soleil

- la place de l'agriculture, en tant que secteur porteur est mal appréhendée ; on tend toujours à croire que l'agriculture est un secteur porteur pour l'économie ; en réalité, il est plus que cela ; l'agriculture est le principal moteur de développement du Burkina Faso. Pour un pays dont les ressources qualifiées sont peu nombreuses, l'agriculture devrait être le pourvoyeur de la grande majorité des emplois ; l'éducation, la recherche, la justice, les infrastructures à développer, la GIRE, le commerce, l'énergie...devraient être plus axés sur le développement de l'agriculture. Si la déclaration de Maputo recommande 10% du budget global à consacrer au secteur agricole, le Burkina Faso devrait travailler à doubler cet objectif au stade actuel de ses potentialités de développement économique que sont la terre et la forte main d'œuvre peu qualifiée. Bref, Maputo est une solution très minimaliste dans le cas du Burkina Faso. S'en contenter serait une « erreur monumentale ».

DEUXIEME PARTIE : COMPTES DU GOUVERNEMENT

I- LES RECETTES : D'OU PROVIENNENT LES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT ?

Les recettes de l'Etat proviennent des recettes ordinaires (recettes fiscales, recettes non fiscales et recettes en capital) et des recettes extraordinaires (dons). Après le rectificatif de la loi de finances 2017, les recettes totales enregistrent une hausse de 26,33% due essentiellement à celle des ressources extraordinaires de 68,42%. Cette hausse pourrait s'expliquer par la volonté des partenaires techniques et financiers à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES).

Tableau 1- Nature des recettes de l'Etat (en milliers F CFA)

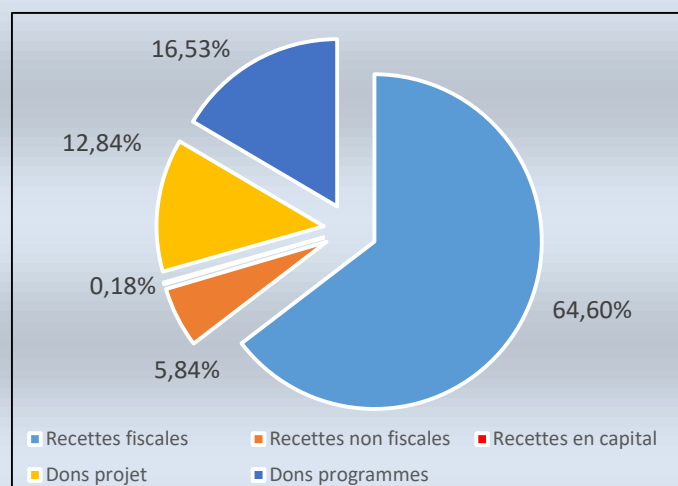
<i>Nature des recettes</i>	<i>Prévisions 2016</i>	<i>Prévisions corrigées 2017</i>	<i>Variation</i>
<i>I- Recettes ordinaires</i>			
<i>Recettes fiscales</i>	1 122 291 279	1315 495 336	17,22%
<i>Recettes non fiscales</i>	131 610 210	119 018351	-9,57%
<i>Recettes en capital</i>	2 931 511	3 751313	27,97%
<i>Total Recettes ordinaires</i>	1 256 833 000	1 438 265 000	14,44%
<i>II- Recettes extraordinaires</i>			
<i>Dons projet</i>	213 771 519	261 436 664	22,30%
<i>Dons programmes/emprunts (2016)</i>	141 306 999	336 600 000	138,20%
<i>Total Recettes extraordinaires</i>	355 078 518	598 036 664	68,42%
<i>TOTAL GENERAL</i>	1 611 911 518	2 036 301 664	26,33%

Source : Loi de finances 2017

Les recettes fiscales représentent 64,60% des ressources totales du budget révisé de 2017 tandis que les dons projets et les dons programmes qui constituent des financements extérieurs représentent respectivement 12,84% et 16,53% des ressources.

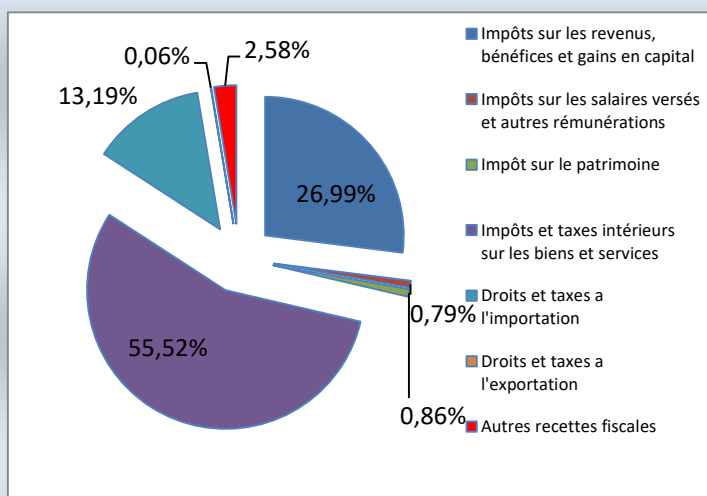
Figure 4- Répartition des recettes par nature

Répartition des recettes totales corrigées par nature



Source : DGB

Recettes fiscales corrigées par nature d'impôts ou taxes



II- LES DEPENSES : A QUOI SERVENT LES RESSOURCES DE L'ETAT ?

Après le rectificatif du budget 2017, les dépenses totales s'élèvent à **2 455 193 114 000 F CFA** contre 1 914 321 705 000 F CFA en 2016, soit une hausse de 540 871 409 000 F CFA correspondant à un taux de 28,25%. Les dépenses courantes s'établissent à **1 185 847 561 000 F CFA** et les dépenses en capital, à **1 269 345 553 000 F CFA**.

La charge financière de la dette s'élève à 67 691 691 000 FCFA. Les dépenses de personnel s'établissent à 552 175 057 000 FCFA en hausse de 8,7% par rapport à 2016.

Les dépenses d'acquisition de biens et services se chiffrent à 145 467 541 000 F CFA, en hausse de 3,98% par rapport à la même nature de dépense en 2016. Elles représentent 10,11% des ressources propres de l'Etat.

Les dépenses de transferts courants sont estimées à 420 013 272 000 F CFA, en hausse de 15,58% par rapport à 2016. Elles représentent 29,2% des ressources propres de l'Etat.

Les investissements exécutés par l'Etat, tout financement confondu, sont évalués à 1 254 145 553 000 F CFA contre 700 363 227 000 F CFA en 2016, soit une hausse de 79,07%. Cette hausse est essentiellement imputable à celle des investissements financés sur ressources propres (hausse de 150,83% par rapport à 2016). Ces dépenses représentent 35,28% des dépenses totales de l'année.

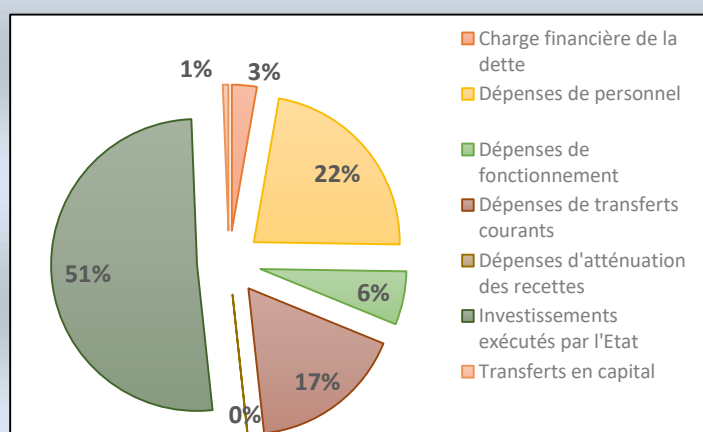
Tableau 2- Nature des charges de l'Etat (en milliers F CFA)

<i>Nature des dépenses</i>	<i>Dotation 2016</i>	<i>Dotation corrigée 2017</i>	<i>Variation</i>
I- Dépenses courantes			
Charge financière de la dette	195 161 296	227 261 296	16,4%
Dépenses de personnel	507 985 627	552 175 057	8,69%
Dépenses de fonctionnement	139 903 328	145 467 541	3,86%
Dépenses de transferts courants	363 408 227	420 013 272	15,58%%
Dépenses d'atténuation des recettes		500 000	
Total Dépenses courantes	1 206 458 478	1 185 847 561	-1,71%
II- Dépenses en capital			
Investissements exécutés par l'Etat	700 363 227	1 254 145 553	79,07%
Etat	345 284 709	866 092 221	150,83%
Subvention	213 771 519	261 436 664	22,30%
Prêts	141 306 999	126 616 668	-10,40%
Transferts en capital	7 500 000	15 200 000	102,67%
Total Dépenses en capital	707 863 227	1 269 345 553	79,32%
TOTAL GENERAL	1 914 321 705	2 455 193 114	28,25%

Source : DGB

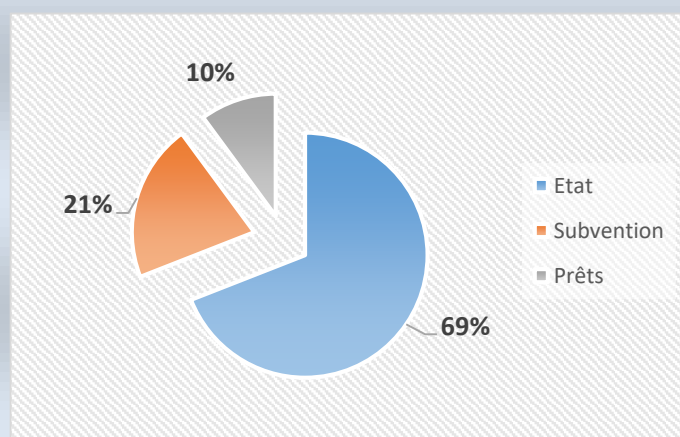
Figure 5- Répartition des dépenses par nature et par source

Part par nature de dépenses



Source : DGB

Sources de financement des investissements



III- LES AGREGATS BUDGETAIRES

III.1- L'épargne budgétaire

Les recettes propres prévues dans le budget rectifié de 2017 s'établissent à 1 438 265 000 000 F CFA pour des dépenses courantes corrigées de 1 185 847 561 000 F CFA, soit une épargne budgétaire dans le budget rectificatif de 252 417 439 000 F CFA.

III.2- Le déficit budgétaire et sources de financement

Les prévisions de recettes et de dépenses du budget rectifié de 2017 sont respectivement de 2 036 301 664 000 F CFA et 2 455 193 114 000 F CFA. Il se dégage ainsi un déficit prévisionnel corrigé de 418 891 450 000 F CFA.

Tableau 3- Déficit budgétaire pour l'année 2017

Recettes totales corrigées 2017 : 2 036 301 664 000 FCFA	Dépenses totales corrigées 2017 : 2 455 193 114 000 FCFA
Déficit 2017 : 418 891 450 000 FCFA	

Source : Loi de finances 2017

Le ministre chargé des finances est autorisé par la loi à rechercher les voies et moyens susceptibles d'assurer l'équilibre financier du budget de l'Etat. A cet effet, il est prévu que le déficit soit couvert par des appuis budgétaires, des tirages sur les ressources FMI et des emprunts obligataires.

IV- LES PRINCIPAUX INDICATEURS DE CONVERGENCE

Les critères de convergence au niveau de l'UEMOA sont constitués de trois (03) critères de premier rang et deux (02) critères de second rang.

→ Critères de premier rang

Le ratio solde global base engagement, dons compris, rapporté au PIB nominal ressort à - 5,27% en 2017 contre -3,14% en 2016 pour une norme $\geq -3\%$.

Le ratio encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal s'établit à 33,703% en 2017 contre 27,68% en 2016 pour une norme communautaire de 70% maximum.

Le taux d'inflation annuel moyen est de 2,10% en 2017 contre 2, % en 2016 pour une norme communautaire de 3% maximum.

→ Critères de second rang

Le taux de pression fiscale ressort à 17,38% en 2017 contre 15,87% en 2016, soit une amélioration de 1,51 point de pourcentage, pour une norme communautaire de 20% minimum.

Le ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales s'établit à 41,87% en 2017 contre 45,26% en 2016 pour une norme communautaire de 35% maximum.

TROISIEME PARTIE : INSCRIPTIONS SPECIFIQUES AU PROFIT DES CINQ REGIONS PILOTES

Dans le cadre de la loi de finances 2017, plusieurs inscriptions ont été opérées dans le but de prendre en compte, autant que possible, les aspirations des populations. Les principales inscriptions sont ci-après relevées par domaine (santé, éducation et infrastructures).

I- AU NIVEAU DU MINISTERE EN CHARGE DE L'EDUCATION

Avec les ressources qui seront mises à la disposition du Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (MENA), il est envisagé entre autres résultats en 2017 la réalisation de plusieurs projets d'investissement. La nature de ces infrastructures ainsi que leur localisation et coût d'investissement sont donnés dans le tableau ci-après.

Tableau 4- Situation des investissements prévus dans le domaine de l'éducation

Investissement	Coût global (en F CFA)	Structure responsable et Contact
Construction de 73 établissements préscolaires	1 335 450 000	DAF/MENA Tel : 25326167
Normalisation de 1450 écoles à trois (03) classes	1 335 450 000	DAF/MENA Tel : 25326167
Construction en matériaux définitifs de 160 écoles sous paillote	4 420 800 000	DAF/MENA Tel : 25326167
Construction de 70 nouveaux collèges d'enseignement post primaire	2 578 800 000	DAF/MENA Tel : 25326167
Construction de 10 centres de formation technique et professionnelle	5 400 000 000	DAF/MESS Tel : 25324866
Construction de 3 lycées professionnels	18 820 140 000	DAF/MESS Tel : 25324866
Construction de 64 nouveaux lycées	8 995 000 000	DAF/MESS Tel : 25324866
Construction de 3 lycées scientifiques	4 425 000 000	DAF/MESS Tel : 25324866
Construction de 3 lycées techniques régionaux	10 120 140 000	DAF/MESS Tel : 25324866

Source : Loi de finances 2017

L'atteinte de ces résultats contribuera à améliorer le taux d'accès à l'éducation formelle et à développer l'enseignement et la formation techniques et professionnels.

II- AU NIVEAU DU MINISTERE DE LA SANTE

L'action publique en matière de santé est axée principalement sur la politique d'accès des populations aux services de santé et la qualité des prestations de ces services. Il est alloué à

ces deux programmes respectivement 123 367 696 000 F CFA et 76 529 999 000 F CFA pour la réalisation des investissements ci-après décrits dans le tableau suivant.

Tableau 5-Situation des investissements prévus dans le domaine de la santé

Investissement	Coût global (en F CFA)	Structure responsable et Contact
Renforcement et la poursuite de la politique des mesures de gratuité des soins	18 925 642 000	DAF / Santé Tel : 25324172
Construction d'un centre de cancérologie	13 600 000 000	DAF / Santé Tel : 25324172
Construction d'un centre de soins spécialisé en neurologie	1 925 000 000	DAF / Santé Tel : 25324172
Construction et équipement de 4 CSPS	775 000 000	Direction régionale de la santé du Centre –Est Tel : 24710127
Construction et équipement du centre de médecine traditionnelle et de soins intégrés	1 718 815 000	DAF / Santé Tel : 25324172
Travaux complémentaires de construction et d'équipement de l'hôpital de district de Bogodogo	7 150 000 000	Direction régionale de la santé du Centre Tel : 25335072

Source : Loi de finances 2017

Ces réalisations permettront d'améliorer le rayon d'accès aux centres de santé et partant le taux de couverture sanitaire du territoire pour le bien-être des populations. Elles amélioreront également les possibilités de prise en charge de certaines pathologies comme les cancers.

Pailleurs, il est inscrit au niveau du ministère de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale une enveloppe de 2 000 000 000 F CFA pour l'opérationnalisation de l'assurance maladie.

III- AU NIVEAU DU MINISTERE EN CHARGE DES INFRASTRUCTURES

S'agissant des infrastructures, en vue de prendre en compte les engagements du Gouvernement, il est prévu la réalisation de pistes rurales et de routes bitumées conformément au tableau ci-après.

Tableau 6- Situation des investissements prévus en matière d'infrastructures

Investissement	Coût global (en F CFA)	Structure responsable et Contact
Entretien courant des routes	14 350 000 000	DAF / Ministère en charge des infrastructures Tel : 25343592
<i>Pistes rurales</i>	<i>2 150 715 000</i>	<i>DAF / Ministère en charge des infrastructures</i> <i>Tel : 25343592</i>
<i>Entretien routier classé</i>	<i>12 150 000 000</i>	<i>DAF / Ministère en charge des infrastructures</i> <i>Tel : 25343592</i>
Travaux à haute intensité de mains d'œuvre (HIMO)	10 832 734 000	DAF / Ministère en charge des infrastructures Tel : 25343592
Réhabilitation et renforcement de la route Koupela-Fada, Koupela-Gounghin	9 996 783 000	Direction régionale des infrastructures de l'Est Tel : 24740105
Renforcement de la route Gounghin-Fada-Piéga-frontière du Niger	13 480 950 000	Direction régionale des infrastructures de l'Est Tel : 24740105

Source : Loi de finances 2017

Au total, il est alloué au ministère des infrastructures un budget de 254 761 408 000 F CFA dont 90% sont consacrés aux infrastructures routières. Ce montant ne prend pas en compte les infrastructures qui seront financées par voie de Partenariat public privé (PPP).

IV- LISTE DES PROJETS PAR SECTEUR DANS LES CINQ REGIONS PILOTES

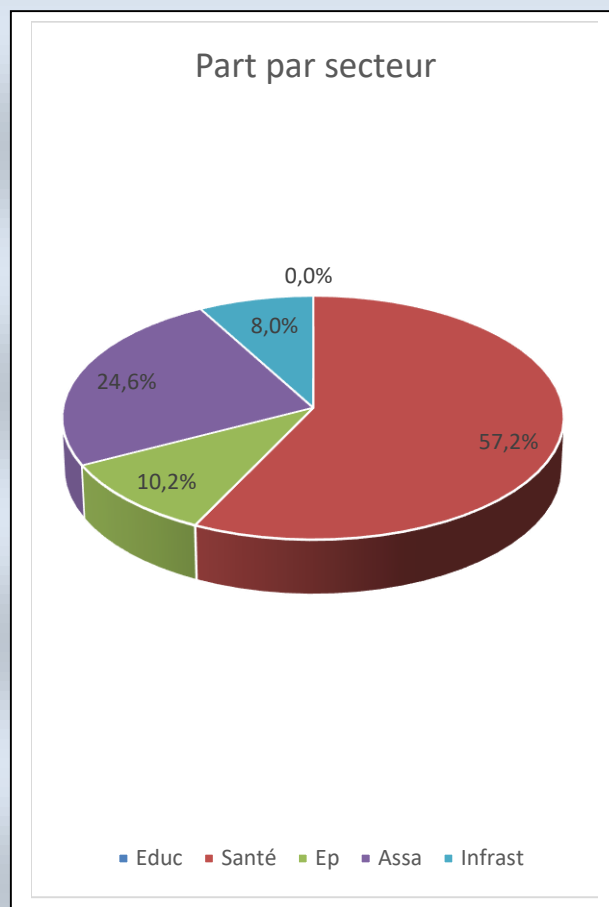
IV.1- La région de la Boucle du Mouhoun

L'élaboration du budget de l'Etat, gestion 2017 s'est faite dans un contexte régional au niveau de la Boucle du Mouhoun marqué par la poursuite des actions engagées en termes d'équipement sanitaire et d'accès universel à l'eau potable et aux services d'assainissement.

Tableau 7- Liste des projets d'investissement prévus dans la région de la Boucle du Mouhoun

Secteur	Projet d'investissement	Coût
Education	NEANT	-
Santé	2802700115-RECONSTRUCTION ET EQUIPEMENT CHR DE DEDOUGOU	5 047 379 000
Eau potable	2802100115-DREA MOUHOUN- ACCES UNIVERSEL A L'EAU POTABLE	901 100 000
Assainissement	2802100115-DREA MOUHOUN- ACCES UNIVERSEL AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT	398 900 000
	1805800311-PROJET BID UEMOA HYDRAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL AU BF	1 770 000 000
Infrastructures	2800900115-SOUS PROGRAMME DE LA RÉGION DE LA BOUCLE DE MOUHOUN DU PROG. NAT. DEPART PR LA GEST DURA DES TERRES	707 555 000
TOTAL		8 824 934 000

Source : Loi de finances 2017



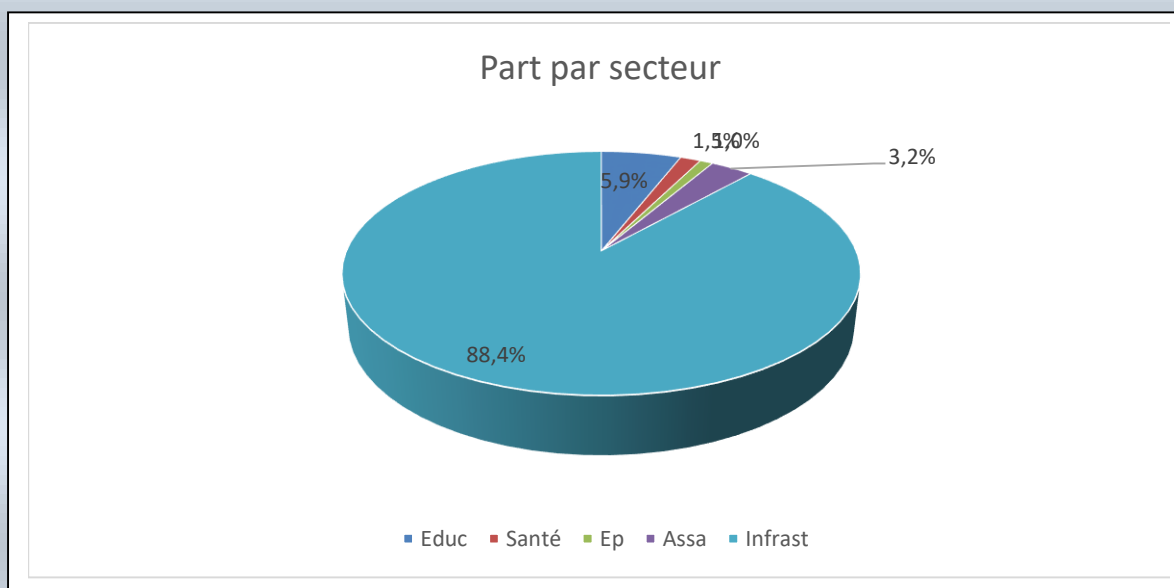
IV-2- La région des Hauts Bassins

Au niveau de la région des Hauts Bassins, l'élaboration du budget de l'Etat, gestion 2017 s'est faite dans un contexte marqué par le relogement des populations dans le cadre du projet de construction du barrage de Samandeni et les revendications populaires liées au niveau de dégradation des équipements du principal hôpital de la région (Sanou Sourou) ainsi que la viabilisation des zones industrielles de Bobo-Dioulasso.

Tableau 8-Liste des projets d'investissement prévus dans la région des Hauts Bassins

Secteur	Projet d'investissement	Coût
Education	2800700910-PROJET DE RENFORCEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE INDUSTRIELLE DE BOBO-DIOULASSO (CFPI/B)	600 000 000
	1800500311-INSTITUT RÉGIONALE D'ADMINISTRATION DE BOBO-DIOULASSO	850 000 000
	1800200311-CONST. EQUIP. CITÉ UNIVERT.BOBO	1 555 485 000
	1802400311-REMBOURSEMENT ARRIÉRÉS DU PCU PHASE 1 BOBO DIOULASSO	310 614 000
Santé	CONSTRUCTION / REHABILITATION INFRASTRUCTURES SANITAIRE CHU SANOU SOUROU	850 000 000

Secteur	Projet d'investissement	Coût
Eau potable	2802500910-DREA DES HAUTS-BASSINS ; ACCES UNIVERSEL A L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL	6 000 000
	2802500910-DREA DES HAUTS-BASSINS : ACCES UNIVERSEL AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL	534 100 000
Assainissement	1805800311-PROJET BID UEMOA HYDRAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL AU BF	1 770 000 000
Infrastructures	2801000910-VIABILISATION DES ZONES INDUSTRIELLES BOBO	5 076 000 000
	2800700910-VILLAGE ARTISANAL DE BOBO	1 660 000 000
	2800800910-CONSTRUCT EQUIPM CNATAC BOBO	74 000 000
	2800600910-PDRI VALLÉE DE SAMANDENI	15 890 799 000
	1801000311-CONSTRUCTION MAC BOBO	1 000 000 000
	1801700311-CHU SANOU SOURO DE BOBO-DIOULASSO	850 000 000
	1807400311-ETUDE TECHNICO ECONOMIQUE DU PROJET ROUTE BOBO ORODARA FRONTIÈRE MALI CU2A	839 700 000
	1802400311-AMÉNAG & BITUM VOIRIES OUAGA ET BOBO	1 033 260 000
	1802500311-PROJET D'ELECTRIFICATION DES ZONES PERI-URBAINES DE OUAGADOUGOU ET DE BOBO-DIOULASSO	778 600 000
	1802000311-PROJET PIPELINE BOUAKÉ-BOBO DIOULASSO	1 500 000 000
	1800800311-PRJT RÉHA DIGUE MOUSSODOUGOU DS LA COMOÉ	3 900 000 000
	2800600910-PDRI VALLÉE DE SAMANDENI	16 700 000 000
TOTAL		55 778 558 000



Source : Loi de finances 2017

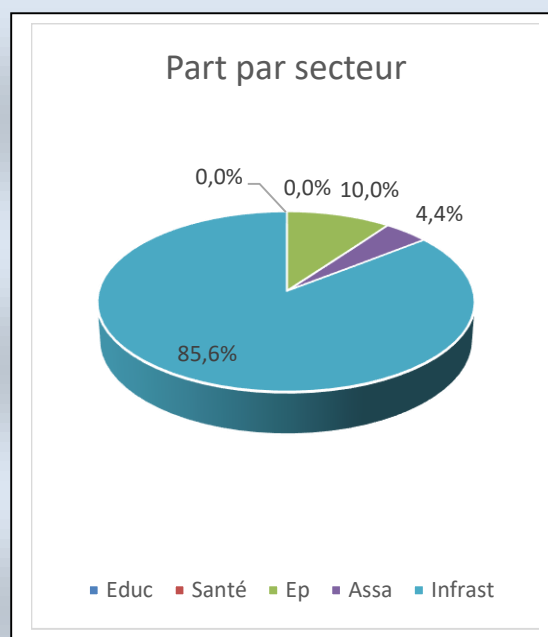
IV.3- La région du Centre-Ouest

Au niveau de la région du centre-ouest, l'élaboration du budget de l'Etat, gestion 2017 s'est faite dans un contexte marqué par la poursuite des interventions en matière d'aménagement et de réhabilitation des infrastructures hydrauliques.

Tableau 9-Liste des projets d'investissement prévus dans la région du Centre-ouest

Secteur	Projet d'investissement	Coût
Education	NEANT	-
Santé	NEANT	-
Eau potable	2802900605-DREA DU CENTRE OUEST- ACCES UNIVERSEL A L'EAU POTABLE	643 000 000
Assainissement	2802900605-DREA DU CENTRE OUEST- ACCES UNIVERSEL AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT	282 669 000
Infrastructures	2800410605-PRJT RÉHA BARRAGE & AMÉNAG BULKIEMD-ZIRO	2 635 395 000
	1801600311-PROJET DEVELOPPEMENT HYDRO AGRICOLE SOUM	2 859 166 000
TOTAL		6 420 230 000

Source : Loi de finances 2017



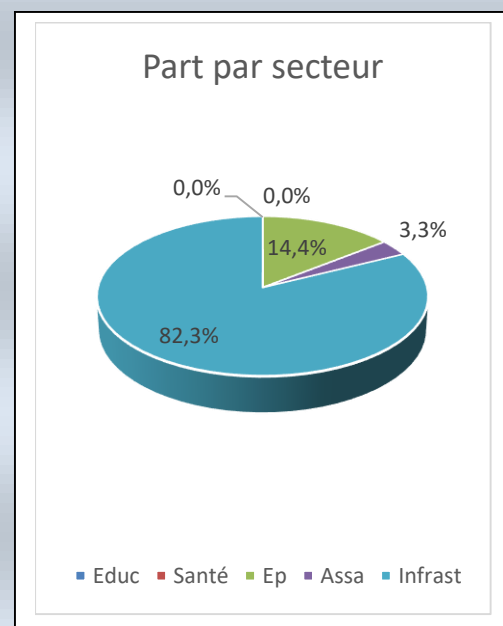
IV.4- La région du Nord

Dans la région du Nord, l'élaboration du budget de l'Etat, gestion 2017 s'est faite dans un contexte marqué par la poursuite de l'activité minière et la recrudescence de l'insécurité dans toute la bande Nord du pays avec la mise en œuvre du Plan d'urgence pour le Sahel (PUS).

Tableau 10-Liste des projets d'investissement prévus dans la région du Nord

SECTEUR	PROJET D'INVESTISSEMENT	COUT
EDUCATION	NEANT	-
SANTE	NEANT	-
EAU POTABLE	2802601029-DREA DU NORD- ACCES UNIVERSEL A L'EAU POTABLE	571 250 000
ASSAINISSEMENT	11203-RÉALISATION DE L'ACCÈS UNIVERSEL ET CONTINU AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL	128 750 000
INFRASTRUCTURES	1801700311-PROJET VALORISATION DE L'EAU NORD (PVEN)	2 317 938 000
	1808700311-PROJET CONSTRUCTION ET BITUMAGE RTE RN15 OUAHIGOUYA-KONGOSSI-KAYA-BOULSA	304 974 000
	1800900311-BARRAGE DE GUITTI	635 000 000
TOTAL		3 957 912 000

Source : Loi de finances 2017



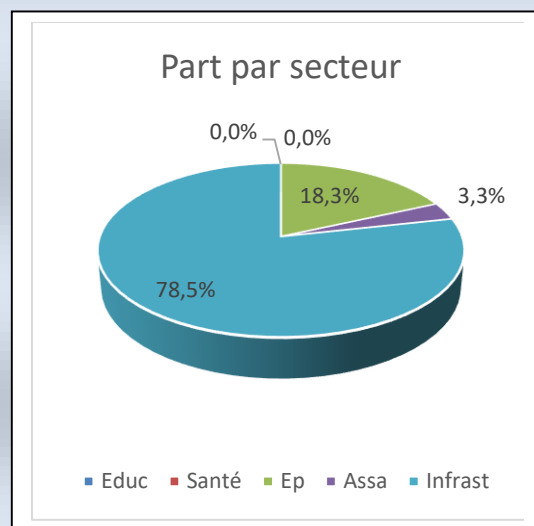
IV.5- La région de l'Est

L'élaboration du budget de l'Etat, gestion 2017 s'est faite, au niveau de la région de l'Est, dans un contexte marqué par une recrudescence des revendications des populations compte tenu de l'état de dégradation prononcée de la route nationale Gounghin-Fada-Piéga-frontière du Niger et la mise en place de programme de sécurité alimentaire.

Tableau 11- Liste des projets d'investissement prévus dans la région de l'Est

Secteur	Projet d'investissement	Coût
Education	NEANT	
Santé	NEANT	-
Eau potable	2802800809-DREA DE L'EST-ACCES UNIVERSEL A L'EAU POTABLE	810 000 000
Assainissement	2802800809-DREA DE L'EST-ACCES UNIVERSEL AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT	145 000 000
Infrastructures	1806800311-PROGRAMME DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À L'EST DU BURKINA FASO	3 476 958 000
TOTAL		4 431 958 000

Source : Loi de finances 2017



CONCLUSION

Le budget de l'Etat reste avant tout une prévision. La réussite de sa mise en œuvre repose sur la mobilisation des ressources prévues aussi bien au niveau interne qu'externe.

Chaque citoyen est donc interpellé quant à sa contribution à la mise en œuvre de ces actions à travers entre autres, le paiement du juste impôt et le suivi-contrôle des investissements à mettre en œuvre.

INFORMATIONS UTILES

- **Situation géographique de la DGB**

La Direction Générale du Budget est située dans l'enceinte du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement sise Avenue du 11 décembre face à la télévision nationale.

- **Numéros de téléphone :**

- Secrétariat du Directeur Général du Budget : (+226) 25 32 44 64
- Direction de la Programmation Budgétaire : (+226) 25 49 01 46
- Direction de la Solde : (+226) 25 32 44 15
- Direction de l'Exécution Budgétaire : (+226) 25 32 65 11
- Direction de l'informatisation et des Statistiques Budgétaires : (+226) 25 30 85 43
- Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité : (+226) 25 32 45 91

- **Courriel : WWW.DGB.GOV.BF**

- **Situation géographique du CIFOEB**

Le Centre d'information, de formation et d'études sur le budget (CIFOEB) est situé non loin de la MACO, à environ 200 m du côté Nord Est

- **Numéros de téléphone :**

- Secrétariat : (+226) 78 72 77 61
- Président du Conseil d'administration : (+226) 78 14 48 06 / 70 19 15 12
- Directeur exécutif : (+226) 78 04 38 58 / 70 23 37 09
- Chargé de programme : (+226) 70 17 90 44 / 78 93 78 35

- **E-mail : cfoeb@yahoo.fr**

- **Courriel : www.cfoeb.org**

- Région de la Boucle du Mouhoun

Structure régionale	Contacts
• Direction régionale du budget	Tel : 20520200
• Direction régionale de l'éducation	Tel : 20520452
• Direction régionale de la Santé	Tel : 20520116
• Direction régionale des infrastructures	Tel : 20520042

- Région des Hauts Bassins

Structure régionale	Contacts
• Direction régionale du budget	Tel : 20983001
• Direction régionale de l'éducation	Tel : 20977392
• Direction régionale de la Santé	Tel : 20971421

- Région du Centre ouest

Structure régionale	Contacts
• Direction régionale du budget	Tel : 25440473
• Direction régionale de l'éducation	Tel : 25441484
• Direction régionale de la Santé	Tel : 25440109
• Direction régionale des infrastructures	Tel : 25440685

- Région du Nord

Structure régionale	Contacts
• Direction régionale du budget	Tel : 24552334
• Direction régionale de l'éducation	Tel : 24554010
• Direction régionale de la Santé	Tel : 24554061
• Direction régionale des infrastructures	Tel : 24550254

- Région de l'Est

Structure régionale	Contacts
• Direction régionale du budget	Tel : 24770067
• Direction régionale de l'éducation	Tel : 24710100
• Direction régionale de la Santé	Tel : 24710127
• Direction régionale des infrastructures	Tel : 24710005